



DEPUTE-E-S COMMUNISTES

Communiqué

Paris, 5 octobre 2017

GE Hydro : Les députés communistes demandent au gouvernement de prendre ses responsabilités

Depuis mercredi, le site grenoblois de General Electric est occupé par ses salarié-e-s en lutte contre la suppression de 345 des 1000 emplois de GE Hydro répartis sur le territoire national.

Cette décision du groupe américain, qui a racheté en 2015 la branche énergie d'Alstom, est inacceptable.

La direction argue que, malgré le programme de transformation de l'activité entamé en 2016, la filière Hydro de General Electric a «échoué à atteindre ses objectifs financiers notamment en raison d'une structure de coût excessivement élevée». Ses dirigeants mettent en avant «des difficultés structurelles qui, dans un marché hautement concurrentiel, menacent sa compétitivité».

Pourtant, lors du rachat de la branche énergie d'Alstom, en 2015, General Electric avait pris l'engagement de créer 1 000 emplois net en France d'ici à 2018.

En défendant leur site de production, celui de l'un des leaders mondiaux de l'hydroélectricité, première énergie renouvelable en France, les salariés défendent l'intérêt général.

L'Etat peut et doit intervenir et exercer l'option d'achat de 20% du capital d'Alstom conformément à l'accord conclu en 2015.

Le silence du gouvernement sur ce dossier est injustifiable. Il met en lumière la dangerosité et la fragilité des accords liés aux changements de capitaux dans des filières industrielles indispensables à la réponse aux besoins humains.

La filière hydroélectrique française doit être préservée, avec ses emplois, son savoir-faire, sa capacité de production : Elle est indispensable à la production électrique comme aux impératifs liés à la transition écologique.

Aussi, les député-e-s communistes demandent l'intervention immédiate du gouvernement et l'audition dans les meilleurs délais devant la Commission des affaires économiques de l'Assemblée nationale du PDG de GE Hydro

Contact presse : 01 40 63 60 81 / 01 40 63 98 74